

Dialogue de sourds autour de la crise énergétique au Burundi

PANA, 11 juillet 2011 Bujumbura, Burundi (PANA) - Les représentants de la population de Bujumbura et le deuxième vice-président de la République, en charge des questions économiques et sociales, Gervais Ruyikiri, n'ont pas pu accorder leurs voix, lors d'un débat public organisé, lundi, sur les voies et moyens de résoudre le problème de la crise énergétique. Après avoir annulé le mois dernier sa décision de réviser la hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité des proportions allant du simple au quadruple, accusé par des pressions venant des organisations des consommateurs qui appelaient au soulèvement populaire contre la mesure, l'Etat burundais revient à la charge, par l'intermédiaire du Parlement burundais qui a mis sur pied une commission chargée de proposer des hausses tarifaires plus raisonnables. Dans sa tentative de convaincre une population toujours réticente du bien fondé de revoir la hausse des tarifs de l'eau et de l'électricité, le vice-président burundais a rappelé l'assistance que la quantité disponible du courant électrique pour le pays ne dépasserait pas actuellement les 42 mégawatts pour des besoins réels de consommation de l'ordre de 270 mégawatts. La hausse des tarifs sur l'électricité permettrait également d'investir dans de nouveaux ouvrages hydroélectriques et autres sources d'énergies renouvelables pour passer de 2% d'abonnés du moment au moins 15 dans l'avenir, a encore argumenté le vice-président burundais qui tente un argument plus convaincant selon lequel les investisseurs étrangers demeureront réticents à venir au Burundi aussi longtemps que le pays vivra dans le noir. Au niveau de l'eau, les représentants de la population à Bujumbura, la capitale, ont également informés qu'ils multiplier la facture du moment par au moins six pour avoir de quoi réaliser de nouveaux investissements dans le secteur et prétendre à un approvisionnement régulier en ce précieux liquide, l'Etat burundais nourrissant l'ambition de porter le taux de desserte en eau de 65% à plus de 85% d'ici 2015. Les représentants de la population ne l'ont pas entendu de l'oreille et ont demandé à l'Etat de régler d'abord ses factures envers la Régie nationale de production et de commercialisation de l'eau et l'électricité (REGIDESO) au lieu de chercher l'argent du côté d'une population d'achat jugée à «très faible». La dette des tiers envers la REGIDESO avoisinerait les 5 milliards de Francs burundais (près de 5 millions de dollars US). La REGIDESO devrait également renoncer aux avantages relatifs à la gratuité de l'eau et de l'électricité pour son personnel et certains autres corps privilégiés de l'Etat, ont encore suggéré les intervenants du débat public. D'un autre côté, les citoyens ont rappelé que la REGIDESO n'en était pas sa première hausse ait toutefois un impact mieux, d'où la suggestion populaire de s'assurer d'abord que la gestion administrative et financière de l'entreprise étatique, ayant le monopole de la production de l'eau et de l'électricité, est réellement saine.